

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Saint-lô, le 20/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV Métaux Non Ferreux**

ZI Le Grand Chemin  
50540 Isigny-Le-Buat

Références : 2025-084  
Code AIOT : 0005301536

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement SUEZ RV Métaux Non Ferreux implanté ZI Le Grand Chemin 50540 Isigny-le-Buat. L'inspection a été annoncée le 07/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant le 20 décembre 2024 visant à tester une activité de désassemblage de batteries usagées de type Lithium Ion issues de véhicules électriques sur le site d'Isigny-le-Buat avant leur envoi sur un site de traitement situé en Haut-de-France.

Même si le bâtiment concerné par ce projet servait déjà à du transit de déchets dangereux (DEEE), la nature des déchets diffère dans le projet présenté, ce qui correspond à une modification notable des conditions d'exploitation, les batteries Lithium Ion présentant des enjeux différents comparé aux DEEE, notamment en termes de gestion du risque incendie.

Seule la partie du bâtiment AGS où est projetée l'activité a été visitée lors de l'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Métaux Non Ferreux
- ZI Le Grand Chemin 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005301536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez RV Métaux Non Ferreux, ayant fait droit aux sociétés historiques Pinel et Sirec, est autorisée à exploiter à Isigny le Buat une installation de regroupement, tri et traitement de déchets non dangereux de métaux ferreux et non ferreux, papiers/cartons, DEEE et autres déchets par arrêté préfectoral du 13 novembre 2003 modifié.

Ce site industriel étendu (plus de 11,7 hectares) est scindé en deux parties : la zone nord, dédiée aux métaux principalement non ferreux (câbles, aluminium, cuivre, etc.) et la zone sud, dédiée aux déchets de papiers, cartons, bois, pneumatiques, plastiques et aux métaux ferreux. L'exploitant ICPE Suez RV Métaux Non Ferreux sous-traite intégralement les activités exercées sur la zone sud à une autre filiale du groupe Suez, la société Suez RV Normandie.

Administrativement, le site relève du régime de l'autorisation environnementale et de la directive européenne du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED).

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification projetée	Arrêté Préfectoral du 13/11/2003, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'activité de transit de métaux et de DEEE autorisée sur site, l'exploitant doit répondre à la demande faite dans le corps du rapport sous 2 mois afin de vérifier s'il répond aux prescriptions ministérielles concernant le désenfumage.

Concernant le projet de désassemblage de batteries usagées Lithium Ion issues de véhicules électriques, l'exploitant doit compléter le document déjà transmis afin de permettre à l'inspection des installations classées de proposer à la signature du préfet de la Manche, un arrêté préfectoral

complémentaire encadrant cette activité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modification projetée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2003, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Type de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout projet de modification envisagé par l'exploitant, aux installations à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable, doit, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le 20 décembre 2024 un dossier de porter à connaissance concernant le projet de Suez de procéder au désassemblage de batteries Lithium Ion usagées issues de véhicules électriques sur son site de Suez RV MNF situé à Isigny le Buat. Compte tenu des éléments transmis et présentés lors de la visite, il est constaté qu'il s'agit bien d'une activité relevant de la rubrique ICPE n°2718 dans la mesure où il s'agit de démonter manuellement sans toucher à l'intégrité des pièces des batteries usagées préalablement testées comme non réutilisables par les centres spécialisés de groupes automobiles ou de leurs centres VHU. La visite du 29 janvier 2025 a permis de mettre en évidence que le document de porter à connaissance devait être complété de différents éléments et notamment de précisions concernant les points suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- s'agissant de batteries destinées au démantèlement, elles ont statut de déchets dès leur expédition vers le site de Suez : un bordereau de suivi de déchets (BSD) doit être émis sous Trackdéchets et la traçabilité de leurs éléments dangereux (modules) après démontage doit être assurée jusqu'au site des Hauts de France sans rupture de traçabilité. Les règles de transport applicables aux déchets dangereux sont également à respecter. L'organisation mise en place doit être précisée dans le document,</li><li>- les moyens de détection incendie et leurs fonctionnements différenciés,</li><li>- les dispositifs de désenfumages,</li><li>- les dimensions des bacs servant de piscine pour immerger les batteries en cas de départ de feu doivent être justifiées,</li><li>- les tonnages maximum présents sur site et les rotations (apports/évacuations) prévues,</li><li>- justifier que les hypothèses de flux thermiques prises pour la modélisation des flux thermiques tiennent compte des spécificités des batteries Lithium Ion, le cas échéant (en cas de minoration du risque) refaire les modélisations,</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>- définir par un marquage au sol l'emprise de la zone de transit des batteries,</li><li>- joindre un plan à jour du projet qui précise la nature des murs compte-tenu des modifications apportées et la réorganisation des stockages de déchets combustibles présents dans les alvéoles externes accolées au bâtiment.</li></ul> De manière générale, l'exploitant doit s'engager concernant la conformité de l'activité vis-à-vis de

l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 qui s'applique à l'activité de la rubrique ICPE n° 2718 soumise au régime de l'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Désenfumage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surface et système d'ouverture

**Prescription contrôlée :**

Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.

Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.

La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

**Constats :**

Le bâtiment appelé "AGS" au sein duquel est prévue la nouvelle activité correspondant à la rubrique 2718 est aujourd'hui utilisé pour une activité de transit de déchets de métaux (2713) et de DEEE (2711). Il est rappelé que peu importe le régime concerné par ces activités, le bâtiment au sein duquel elles sont pratiquées doit répondre à certaines caractéristiques permettant l'évacuation des fumées. Or, le bâtiment AGS ne présente pas, à ce jour, de dispositif de désenfumage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit vérifier que les bâtiments concernés par ces activités permettent une évacuation des fumées suffisante. L'exploitant doit fournir un état des lieux des stockages et des bâtiments concernés et s'engager sur un éventuel programme de travaux sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois